

Le tailleur de Charles Michel termine son costume de Premier ministre

EXPRESS

Les négociateurs tablent sur un bouclage des négociations à la fin de la semaine.

Le ministre des Finances Koen Geens (CD&V) fige sa proposition de résolution pour les coopérateurs Arco: ceci coûtera entre 450 et 750 millions d'euros mais Belfius et l'ACW prendront une partie des coûts à leur charge.

Le VLD est secoué en interne: qui sera vice-premier ministre? De Block, De Croo ou... la présidente Gwendolyn Rutten.

Encore quelques mètres à parcourir et quelques arbitrages délicats (Arco, budget,...) et la coalition de droite pourra se mettre en place au fédéral.

MARTIN BUXANT

Ça sent la station terminus. Le coformateur Charles Michel s'est pour la première fois autorisé à lâcher quelques phrases — assez anodines, on vous le concède — devant les micros et les caméras de télévision, mardi après-midi, à l'entame d'une nouvelle session de négociation de la suédoise. «Les derniers mètres d'une négociation sont traditionnellement les plus délicats», a commenté celui qui se coltine le CD&V Kris Peeters comme coformateur depuis le mois de juillet. Et si Michel se laisse aller à parler publiquement, c'est d'abord et avant tout parce qu'il doit marquer la fin du parcours de négociation et se profiler dans l'opinion publique comme l'indiscutable futur Premier ministre de cette coalition fédérale ancrée à droite.

Plusieurs sources au sein de la coalition en formation pointaient toutefois mardi dans la soirée des crispations entre le CD&V et l'open VLD au sujet de la fiscalité et des pensions. Le président du CD&V Wouter Beke aurait demandé davantage de clarifications à ce sujet aux coformateurs. Ce qui pourrait retarder de quelques jours l'atterrissage de la coalition, vu que des réunions bilatérales pour régler ces problèmes sont prévues à partir de demain.

Les dernières passes seront ardues — bouclage de l'épure budgétaire, discussions socio-économiques — mais, même les sources les plus prudentes pronostiquent un bouclage du programme de cette coalition de droite pour la fin de la semaine, voire le début de semaine prochaine. «C'est l'objectif», commente un négociateur qui, jusqu'ici, a toujours refusé de s'enfermer dans des calendriers.

750 millions d'euros

Bien entendu, il faut d'ici là régler le sort des coopérateurs d'Arco (lire aussi en page 19). La proposition du ministre des Finances selon laquelle les coopérateurs pourraient récupérer de 30 à 50% de ce qu'ils ont perdu est assez bien accueillie au sein des autres formations politiques. Le coût de cette solution «Geens» oscillera entre 450 et 750 millions d'euros — la clé de répartition entre la banque Belfius (détenue à 100% par l'Etat), le mouvement ouvrier chrétien flamand et... le contribuable doit encore être déterminée.

«L'impact sera peut-être limité pour les finances publiques mais il y a forcément quelqu'un qui devra passer à la caisse au bout de la chaîne», note un participant (flamand) à ces discussions dont la technicité cache le haut degré de sensibilité politique. Le ministre des Finances est d'ailleurs assisté du cabinet d'avocats Cleary Gottlieb pour ces tractations politico-financières: un de leurs avocats a fait le déplacement au milieu des négociateurs le week-end dernier.

Mais d'autres points épineux, comme la taxe bancaire ou les détails d'une future réforme fiscale, doivent (encore) être tranchés. Gageons que les démocrates-chrétiens flamands se montreront plus détendus quand ils auront bétonné une solution pour les coopérateurs d'Arco...

Des Open VLD furieux

Si Charles Michel se sent pousser des ailes vers le «16» rue de la Loi et le poste de Premier ministre, c'est parce que les éléments se sont clarifiés à l'intérieur de sa propre formation politique. Didier Reynders a confirmé qu'il travaillerait bien en tandem avec Michel au sein du gouvernement, qu'il serait vice-Premier ministre et porterait la voix des libéraux francophones dans l'exécutif. «Didier a sécurisé son poste, ses compé-

tences, et va s'atteler à mettre l'équipe MR la plus forte possible en place au gouvernement», pointe un de ses indéfectibles soutiens. Les deux poids lourds MR au gouvernement fédéral, la voie apparaît tracée pour que Willy Borsus, actuellement vice-président, prenne les commandes du parti. Assez logique finalement: le parti va devoir se profiler pour l'opposition en Région wallonne.

Si un accord est trouvé sur le programme à la fin de la semaine ou durant le week-end, les postes ministériels ne seront toutefois pas répartis entre les quatre partis directement. Vraisemblablement, les négociateurs vont-ils se contenter de trancher le nombre de postes auxquels chaque formation politique va avoir droit dans cette coalition gouvernementale — combien de ministres, de secrétaires d'Etat, à qui la présidence de la Chambre, etc. La répartition des compétences n'aura lieu qu'après les congrès de partis — de manière à ne pas parasiter la tenue de ces réunions. Même s'il est illusoire de croire que les candidats ministres ne vont pas jouer des coudes: «on va vite se retrouver avec six candidats ministres de la Justice en moins de temps qu'il ne faut pour le dire», soupire un négociateur.

Des problèmes de ressources humaines, après le MR et le CD&V, le VLD en connaît également. Chez les libéraux flamands, l'acrimonie est grande à l'encontre de la présidente Gwendolyn Rutten qui a préféré nommer Annemie Turtelboom — qui s'est fait laméner lors des élections du 25 mai à Anvers — au gouvernement flamand plutôt qu'un élu... du Parlement flamand. Du coup, des bonzes comme Bart Tommelein ou Mathias De Clercq sont furieux. Idem à l'échelon fédéral ou Rutten préférerait voir Maggie De Block vice-premier ministre plutôt qu'Alexander de Croo. Problème: De Block elle-même juge que De Croo n'a pas démérité et serait logique comme vice-Premier ministre. Du coup, pour mettre tout le monde d'accord, Gwendolyn Rutten pourrait monter elle-même au gouvernement. Vous suivez?

Allez, il faut conclure. Dimanche, le PS tient son congrès à Tubize. Et le président-Premier ministre Elio Di Rupo doit tirer quelques salves sur la suédoise. Ce serait pratique que la coalition de droite soit en place...

«Si on répartit les postes avant les congrès de parti, on va vite se retrouver avec six candidats ministres de la Justice.»

UN NÉGOCIATEUR